

Le massacre de la Saint-Barthélemy et la Résistance

PAUL WELLS

Combien de chrétiens francophones vont-ils se souvenir que 2022 est le 450^e anniversaire d'un terrible événement qui a marqué les débuts de l'histoire européenne ? On pense souvent que la Saint-Barthélemy a eu lieu à Paris en un seul jour. Tel n'est pas le cas ; des massacres ont eu lieu dans tout le pays durant les semaines qui ont suivi. Ceux-ci ont déterminé l'avenir du protestantisme en France jusqu'à la Révolution et, indirectement, celui de l'Europe. En outre, ces massacres ont donné naissance à la résistance protestante.

Une journée tragique

Le massacre de la Saint-Barthélemy, le 24 août 1572, a été une tragédie pour le protestantisme français et une catastrophe humaine. Une onde de choc a traversé toute l'Europe.

Environ 5 000 huguenots sont massacrés à Paris ce jour-là et les jours suivants. Les portes de la ville sont fermées. Des membres éminents de la noblesse protestante, dont l'amiral de Coligny, sont désignés pour être assassinés. Ils s'étaient réunis dans la capitale pour le mariage de la fille de Catherine de Médicis, la sœur du jeune roi Charles IX, et du futur monarque Henri (IV) de Navarre. Celui-ci était à l'époque le chef des armées protestantes mais, en 1593, il s'est converti au catholicisme car « Paris vaut bien une messe ».

Les corps sont jetés dans la Seine qui devient rouge. Le pogrom se répète dans les villes de province, faisant, selon certaines estimations, 25 000 victimes.

Réactions

La foi réformée a été numériquement réduite, car les huguenots ont dû choisir l'une des trois options suivantes : quitter la France, fuir dans une ville de refuge—La Rochelle, Nîmes, Montauban, Sedan—ou abjurer, ce qu'un nombre considérable d'entre eux a malheureusement fait.

Ces réactions affaiblissent la France économiquement mais aussi socialement. Elles réduisent l'opposition efficace aux monarques tyranniques des Bourbon, dont quatre ont régné jusqu'à la Révolution.

Il a été suggéré que, sans cette tragédie, la France compterait aujourd'hui environ 30 millions de protestants.

Pour aggraver les choses, le massacre qui a suivi les trois premières guerres de religion a provoqué cinq autres conflits sanglants entre catholiques et protestants, avant que l'édit de Nantes n'établisse un compromis précaire en 1598. Plus qu'une guerre de religion, ce conflit civil est une lutte de la noblesse pour le trône...

Un flot de pamphlets

La riposte immédiate est une avalanche de pamphlets influencée par un groupe de juristes français appelés les monarchomaques (« combattants du roi »), dirigé par l'adjoint de Calvin, Théodore de Bèze. Inspiré par John Knox et François Hotman, celui-ci écrit un traité intitulé *Les droits des magistrats*,

jugé trop incendiaire par les autorités de Genève pour y être publié.

L'argument de ce traité est que les droits impliquent des devoirs. Cependant, ce que Bèze écrit est à l'opposé de ce que le titre suggère—il plaide pour les droits des citoyens et les devoirs de leurs gouvernants. C'est ce qui en fait un texte explosif. Si un peuple peut exister sans roi, sans sujets un roi ne gouverne pas.

La bonne gouvernance

Bèze avance quatre arguments contre les abus de pouvoir :

- Les dirigeants existent par le consentement de leur peuple ;
- L'autorité royale est conditionnelle, un lien juridique existant entre le souverain et le peuple ;
- Lorsque ce pacte est rompu, un roi peut être destitué ;
- Le roi est au service de son royaume. Si la confiance disparaît, la légitimité est perdue.

Cela peut sembler de « la petite bière » aujourd'hui, mais, à l'époque, c'était de la dynamite.

Ces quatre points sont sous-tendus par la notion biblique de l'alliance. Pour les monarchomaques, l'alliance est fondée sur la loi de la création de Dieu et ses structures, lesquelles sont reprises dans l'alliance mosaïque et les Dix commandements. Pour



« l'aumônier des huguenots », la rupture de l'alliance par un souverain est une forme d'idolâtrie, un service de soi-même. Les tyrans rompent l'alliance en servant leurs intérêts et pas les droits des citoyens. Ainsi leur avidité de puissance est cause de l'esclavage des sujets. Elle peut être légitimement combattue par les représentants du peuple, même en prenant les armes dans des cas extrêmes. L'injustice peut atteindre un tel point qu'un dirigeant abusif peut être destitué.

L'idée que la tyrannie qui déforme le pouvoir est une idolâtrie n'est pas une simple spéculation. Elle est illustrée par les dictateurs du siècle dernier. L'idéologie soutient et justifie les dérapages totalitaires. Les dirigeants tyranniques n'ont pas de comptes à rendre.

Et à présent ?

Aujourd'hui, les chrétiens d'Occident sont devenus une minorité comme l'étaient alors les huguenots. Depuis le début du XXI^e siècle, ils ont commencé à ressentir l'influence de l'anti-christianisme.

Partout dans le monde les chrétiens sont persécutés. Les autorités en Occident, les ONG, et les médias préfèrent, trop souvent, observer un silence complice. En Europe, la température commence aussi à monter pour les croyants qui ne peuvent que s'inquiéter de l'évolution récente de la législation.

Les chrétiens semblent endormis en pensant que les autorités civiles sont neutres et bienveillantes. Malheureusement, tel n'est plus le cas. Les gouvernements, les partis politiques, la fonction publique, les systèmes juridiques, les services de santé, les sociétés multinationales, les médias, tous soutiennent des causes qui sont de plus en plus souvent opposées à la vérité biblique et au christianisme traditionnel. Ils imposent leur ligne d'action.

Sur le plan institutionnel on ignore la loi de Dieu, tant naturelle que révélée. Toutes les formes de déviance imaginables sont célébrées et promues. Les valeurs du christianisme sont devenues anathèmes pour les nouveaux codes progressifs. Et les grandes Eglises ont souvent accepté le compromis en devenant les « idiots utiles » du progrès social.

Se pourrait-il que Th. de Bèze nous invite à nous interroger sur cette situation ? En tant que disciples du Christ, ne sommes-nous pas appelés à « obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes » quand les autorités deviennent idolâtres en dépassant les limites ? N'est-il pas temps de nous réveiller en tant que chrétiens et de résister à l'esprit du temps ?

Paul Wells est professeur émérite à la Faculté Jean Calvin d'Aix-en-Provence.

■